

Le groupe de Visegrad entre l'influence des Etats-Unis et de l'Allemagne



Introduction

Suite de la chute de l'URSS, le groupe de Visegrad a été fondé en 1991, par la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie (qui se scinde en deux en 1993 pour donner naissance à la République tchèque et à la Slovaquie).

Ce forum informel initialement créé pour faire entendre la voix des pays d'Europe centrale, fait de plus en plus parler de lui depuis la crise migratoire en tant que bloc opposé à l'idée de quotas de migrants au sein de l'UE.

De plus, avec le déclenchement de l'article 7 du traité de l'UE pour la mise en place de sanctions à l'encontre de la Pologne depuis 2017 et de la Hongrie depuis septembre 2018, ces pays sont présentés comme des fauteurs de troubles au sein de l'UE.

Néanmoins, ce serait une erreur d'ignorer les membres du groupe de Visegrad : leurs poids dans les relations européennes ne sont pas négligeables.

Avec ses 38 millions d'habitants, la Pologne est non seulement le sixième pays le plus peuplé de l'UE mais également la sixième puissance militaire de l'Union avec ses 118000 forces militaires.

Plus généralement, le groupe de Visegrad représente une force politique dans l'Europe centrale et orientale en s'assurant que les décisions des grandes puissances voisines comme l'Allemagne et la Russie, ne soient pas prises sans son opinion : la Pologne garde une influence politique en Ukraine et dans les pays baltes (vestiges de l'ancienne République des Deux Nations) tandis

que la Hongrie surveille de près les Balkans.

Pour autant, ce groupe est loin d'être uni dans la plupart des affaires internationales et dans sa perception des alliés.

Cette région est tiraillée entre l'influence américaine et allemande.

- **L'Allié américain : un acteur restant bien implanté dans la région**

En 2003, le Secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld avait qualifié les pays d'Europe centrale et de l'Est de « nouvelle Europe » en opposition avec « la vieille Europe » incarnée par les pays fondateurs comme la France et l'Allemagne. Par cela, il voulait spécifier que l'Europe centrale s'alignait sur la politique américaine.

Ce phénomène s'inscrit sur la durée comme le montre le fort soutien des dirigeants polonais et tchèques quant à l'installation « bouclier anti-missiles américain » pendant la première décennie du XXI^{ème} siècle. Plus récemment, la Pologne demande un déploiement permanent des forces américaines sur son territoire afin de lutter contre la Russie : l'épisode du « Fort Trump » proposé par le président Duda en septembre 2018 en est la preuve.

De son côté, la République tchèque conserve un fort partenariat militaire avec les Etats-Unis : notamment, passage du convoi militaire américain sur le territoire tchèque au printemps 2015 dans le cadre de l'opération Atlantic Resolve, destinée à renforcer la présence américaine en Europe de l'Est suite à la crise du Dombass et de la Crimée.

L'attitude atlantiste de la Pologne et de la République tchèque s'explique d'abord par le rôle des Etats-Unis lors de leur indépendance en 1918 : le président Wilson, à travers le droit des peuples à disposer d'eux même, provoque la dislocation des empires

allemand et autrichien et permet l'existence de la Pologne et de la Tchécoslovaquie en tant qu'Etat indépendant. A cela s'ajoutent les traumatismes historiques qu'ils ont connus au XX^{ème} siècle avec d'un côté l'annexion par l'Allemagne nazie et de l'autre l'occupation soviétique.

A contrario, les Américains ont, dans les années 1980, apporté un fort soutien aux dissidents polonais et tchèques face aux régimes communistes pilotés par Moscou. Une relation de confiance s'est développée entre les anglo-saxons et ces deux pays d'Europe centrale. Cette connexion transatlantique sur les questions de défense est d'autant plus forte que Prague et Varsovie gardent une certaine méfiance face à l'Allemagne (ancien envahisseur) et la France qui les a abandonnés lors des invasions nazies.

De plus, le rapprochement de Paris et Berlin avec Moscou au début du XXI^{ème} siècle dans le contexte de la guerre en Irak a renforcé le souhait de la Pologne et de la République tchèque quant à un partenariat fort avec les américains, la crainte de servir de nouveau de zone tampon motivant ce choix.

Ce lien avec l'Amérique est d'autant plus fort que la plupart de ces États n'ont pas le potentiel pour être des puissances militaires capables de peser sur les discussions de défense internationale. Les États d'Europe orientale suivent une logique pragmatique consistant à se mettre sous la protection d'un allié puissant considéré comme fiable.

Toutefois, cette politique atlantiste est plus ou moins forte en fonction des forces politiques au pouvoir : le parti libéral-conservateur tchèque ODS, actuellement dans l'opposition, et le parti conservateur polonais au pouvoir PiS s'avèrent être les plus partisans du lien transatlantique.

Leur appartenance au groupe eurosceptique Conservateur et Réformistes Européens (CRE/ECR), fondé originellement par les conservateurs britanniques, témoigne de l'importance de l'influence anglo-saxonne dans leur politique internationale.

Les Etats-Unis passent ainsi avant l'Europe pour leur défense, en témoigne le choix de la Pologne d'acheter en 2016 des hélicoptères Black Hawks américains plutôt que des Caracals français.

- **Une dépendance de Visegrad envers l'Allemagne**

La puissance économique de Berlin lie les États d'Europe orientale à l'économie allemande. C'est le premier partenaire commercial pour les quatre membres du groupe de Visegrad, dépassant très largement les autres partenaires commerciaux, y compris les échanges entre eux : en 2017 pour la Pologne, l'Allemagne représente 26 % du total de ses exportations et 25 % du total de ses importations, pour la Hongrie 27 % et 27 %, pour la République tchèque 31 % et 26 % et pour la Slovaquie, 20 % et 19 %.

Les pays du groupe de Visegrad se trouvent ainsi dans un état de dépendance économique vis à vis de l'Allemagne.

Aussi, cette dernière, montée en puissance et désormais dominante en Europe, se tourne naturellement vers son ancienne zone d'influence , jadis la Mitteleuropa.

Afin de consolider sa force, et profitant de l'essor de son économie après le défi de la réunification, l'Allemagne se concentre de plus en plus vers l'est.

De plus, Berlin comme les pays du groupe de Visegrad sont dépendants des hydrocarbures russes.

De ce fait, la Russie est un acteur d'importance commune pour tous ces pays, même si les perceptions vis-à-vis de Moscou sont opposées entre l'Allemagne prônant un partenariat et les pays du groupe de Visegrad plus hostiles.

L'Allemagne concentrant sa défense et son attention dans l'Europe de l'Est, certains observateurs se demandent si le couple franco-allemand ne cède pas la place à un couple germano-polonais. Il est vrai que le triangle de Weimar avait déjà tenté, lors de sa création en 1912, de mettre sur un pied d'égalité la Pologne et la France avec une Allemagne centrale.

Mais les intérêts géopolitiques communs entre Berlin et les pays d'Europe orientale et de l'Est dominant dans la politique étrangère allemande : désintérêt commun pour les problèmes liés à l'Afrique et dans une moindre mesure pour le Moyen-Orient et à contrario, importance accordée à la Russie.

Militairement, Berlin s'investit de manière croissante en Europe centrale. Les doutes laissés par la politique étrangère du président Trump, incitent les Etats du groupe de Visegrad à s'orienter peu à peu vers une défense européenne qui resterait dans le cadre de l'OTAN.

L'Allemagne utilise le concept de nation-cadre pour proposer un parapluie militaire aux pays de l'est : former des groupes de petits et grands États qui coordonnent en étroite collaboration l'acquisition et l'emploi de matériels et la disponibilité des troupes à long terme. Le commandement de chaque groupe est assuré par une « nation-cadre », en l'espèce l'Allemagne, qui fournit le dispositif militaire de base comme la logistique et les centres de commandement.

Cette stratégie d'influence permet à Berlin de renforcer sa présence militaire de manière subtile dans l'Europe centrale.

- **La nécessité pour la France de réinvestir dans l'Europe centrale**

La France souhaite retrouver une place majeure dans les affaires européennes. Néanmoins, se concentrer sur le couple franco-allemand ne suffit plus, d'autant plus que celui-ci s'avère concrètement de plus en plus déséquilibré en faveur de l'Allemagne, tournée désormais vers d'autres Etats.

Le groupe de Visegrad, se trouve donc au cœur des prétentions allemandes et américaines sans oublier le facteur russe à l'est. L'avenir de l'UE dépendra en bonne partie de cette région charnière dont l'importance géopolitique est bien connue depuis les travaux du géographe britannique Halford Mackinder.

Par conséquent, il est nécessaire que la France renoue et approfondisse le dialogue avec les dirigeants du groupe de Visegrad. Les critiques à l'encontre des gouvernements polonais et hongrois n'aboutiront à rien et sont sources de division interne dans l'Europe. En outre, compte tenu de la situation interne en France, il semble maladroit de se poser en moralisateur face à ces pays ayant eu une histoire mouvementée.

Là où l'Allemagne peut jouer sur la dépendance économique pour critiquer la gouvernance des dirigeants polonais et hongrois, la France ne possède pas cet atout. Si elle veut lutter contre les dérives populistes en Europe centrale, elle doit être un exemple en matière de gestion politique et économique.

De même, les pays du groupe de Visegrad laissent paraître leur peur d'une Europe contrôlée par l'Allemagne et la France, d'où l'atlantisme de certains membres.

La construction européenne ne sera acceptée dans cette région qu'avec la garantie qu'elle ne sera pas utilisée pour construire un « empire » en faveur de Paris et/ou Berlin.

La France doit dès lors se comporter comme un partenaire et non pas comme un pays cherchant à harmoniser l'Europe en sa faveur : le système économique étatique français est différent de l'économie plus libérale des pays d'Europe centrale. Le centralisme français ne sera pas accepté dans d'anciens pays communistes.

La France doit devenir le contrepoids à l'Allemagne dans cette région : non pas en s'opposant à elle mais en leur offrant une autre voix.

Avant le Brexit, le Royaume-Uni occupait cette place : les incertitudes quant à son devenir, laissent une porte ouverte à Paris pour renforcer ses liens avec l'Europe centrale.

Tous ces axes ne peuvent toutefois fonctionner que si la France arrive à se réformer en interne et si elle change son ton diplomatique pour adopter une attitude plus collaborative.

**Note rédigée par Alexandre
Massaux, contributeur du
Millénaire et expert du Think tank
pour les questions d'Europe
centrale**

Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques et travaillant à la refondation de la droite. Il est composé d'une trentaine de contributeurs de divers horizons —cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises— et chacun expert dans son domaine.

Bureau du Millénaire :

Président : **William Thay**

Vice-Président : Gilles Bösiger

Secrétaire général : Florian-Gérard-Mercier

Secrétaire général adjoint : Pierre-Henri Picard

Secrétaire général adjoint : Olivier Bodo

Secrétaire général adjoint : Jean-Baptiste Gardes

Directeur de la Communication : Alexis Findykian

Contact :

William Thay : william.thay@lemillenaire.org

Florian Gérard-Mercier : florian.gerard-mercier@lemillenaire.org

Alexis Findykian : alexis.findykian@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>

https://twitter.com/Le_Millenaire

<https://www.facebook.com/Millenaire/>

Mentions légales :

L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.

